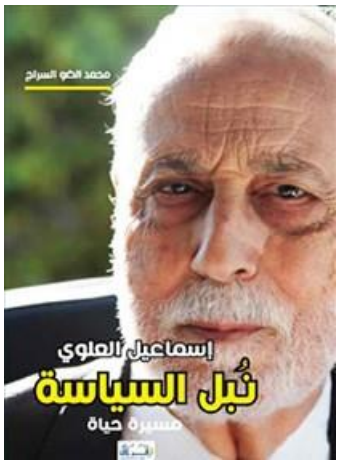


Mohamed Daou Serraj.- ***Ismail al-Alawi. Noublo as-siyāssa. Massīrato Ḥayāt*** **(Rabat: Editions Bouregreg, 2024), 697p.**

Mohamed Daou Serraj.- ***Ismail Alaoui. La Noblesse de la Politique, cheminement d'une vie.***

L'ouvrage élaboré par le journaliste Mohamed Daou Serraj, en langue arabe, se veut une recherche approfondie autour de la biographie du leader communiste Ismail Alaoui, avec, outre un entretien vivant et dense avec l'homme politique, également universitaire et académicien, un travail de compilation de sources diverses (anciennes interviews de Ismail Alaoui, ses productions écrites et audiovisuelles, ses archives privées, etc.) et de vérification des événements, des personnes et des dates. Le texte est écrit à la première personne comme une invitation au lecteur à suivre le point de vue et la perspective de l'homme politique sur les événements qui ont jalonné sa vie, celle du Parti Communiste Marocain (PCM), et en filigrane l'histoire du Maroc, sur près d'un siècle.

Cette narration est souvent entrecoupée de gros plans partagés par Ismail Alaoui, véritables cours magistraux, sur des sujets aussi divers que l'histoire du Maroc, la pensée marxiste, la géopolitique, la question palestinienne, le sionisme, les relations maroco-algériennes, la question du Sahara, les mouvements communistes, l'Islam politique, l'éducation ou encore les politiques agricoles. Le lecteur ne peut qu'être frappé par l'érudition de Ismail Alaoui et par sa volonté d'embrasser la complexité du fait politique.

La structure de l'ouvrage est essentiellement chronologique avec néanmoins des sections thématiques développées séparément et des analepses qui permettent de convoquer des événements antérieurs pour expliquer les événements en cours. Par ailleurs, outre la narration de son parcours de vie, ses *mémoires* à proprement parler, Ismail Alaoui en profite pour élaborer une histoire du communisme marocain et brosse également de longs portraits biographiques de plusieurs dirigeants du PCM: Ali Yata, mais également Abdesslam Bourquia, Abdelhadi Messouak, Abdallah Ayachi, Bouchaib Riffi et Aziz Belal.

Ismail Alaoui est né en 1940 à Salé au sein d'une famille au capital symbolique élevé; son père est alaouite, descendant du Sultan Moulay Ismail (Pacha de Kénitra puis de Fès, il est décédé en 1965 et enterré au Mausolée Moulay al-Hassan à l'intérieur du Palais Royal de Rabat) et sa mère est la

petite-fille de Mohamed El Guebbas, Grand Vizir au début du XX^{ème} siècle. Scolarisé à l'école française et proche de la famille royale, il vécut une enfance plutôt heureuse à Salé, un des principaux foyers du nationalisme marocain, même si les événements de la fin du Protectorat (répression accrue des nationalistes, exil du Sultan, etc.) l'ont affecté en tant qu'adolescent, et ce, d'autant plus que son oncle maternel n'est autre que le docteur Abdelkrim El Khatib, un des principaux responsables de l'Armée de Libération.

A l'Indépendance du pays, le jeune Ismail Alaoui, âgé de 16 ans, aurait pu rejoindre le Parti de l'Istiqlal (PI) comme beaucoup de jeunes de son âge à l'époque, mais les événements de Souk El Arbaa Du Gharb du 23 janvier 1956, achevés sur un bilan de 4 morts et 30 blessés, lui ont fait découvrir une autre facette du parti qui a refroidi ses ardeurs. Ismail Alaoui revient d'ailleurs à plusieurs reprises dans son récit sur cette période trouble de l'histoire du Maroc durant laquelle le Parti de l'Istiqlal aurait procédé à des purges massives dans les rangs du PDI, mais également du Parti Communiste Marocain (PCM) et de l'Armée de Libération (comme Abbas Messaâdi), pan de l'histoire marocaine encore tabou aujourd'hui.

Ismail Alaoui a été grandement influencé par son oncle maternel, Abderrahmane El Khatib (frère de Abdelkrim El Khatib) – vétéran de la Seconde Guerre mondiale, avocat au barreau de Casablanca, président du Wydad de Casablanca dans les années 50 et ministre de l'intérieur dans les années 60 – chez qui il a vécu pendant une partie de sa scolarité au Lycée Lyautey à Casablanca et qui était le plus progressiste de son entourage familial. C'est dans sa bibliothèque que le jeune Ismail Alaoui a puisé ses premières lectures marxistes et a posé les jalons de ses futures activités militantes.

Dès son inscription à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat, Ismail Alaoui intègre tout naturellement l'Union Nationale des Etudiant Marocains (UNEM) puis le Parti Communiste Marocain (PCM) en 1961, quelques temps seulement après son interdiction à l'initiative du gouvernement de Abdallah Ibrahim. Il s'envole ensuite pour Paris où il intègre l'Institut de Géographie de la Sorbonne tout en continuant ses activités militantes à la fois à l'UNEM dont il devient membre du bureau fédéral et au PCM pour lequel il dirige le journal étudiant du parti. Après son séjour en France, Ismail Alaoui revient en Maroc en rejoignant le centre universitaire de recherche scientifique, dans lequel il côtoie notamment le sociologue Abdelkébir Khatibi et le dirigeant de l'UNFP Abdelouahed Radi, puis la faculté des lettres et des sciences humaines de Rabat en qualité de professeur assistant d'où il sera écarté après quelques année du fait de ses activités militantes et syndicales (il était membre du syndicat de l'enseignement supérieur).

A l'été 1966, alors que le PCM est interdit, Ismail Alaoui, congressiste à son 3ème congrès est élu au comité central du parti en compagnie d'une nouvelle génération de militants dont Omar El Fassi, Taieb Ben Cheikh et Thami El Khyari. Ce congrès, organisé dans la clandestinité, constitue le point de départ d'un repositionnement du parti, en essayant de se départir de son image de "parti des athées" que ses adversaires lui ont collé afin de le discréditer. En 1968, le PCM deviendra le Parti de la Libération et du Socialisme (PLS). Malgré cette évolution, le parti est de nouveau interdit en 1969 et trois de ses dirigeants (Ali Yata, Bouchaib Riffi et Ismail Alaoui) qui avaient participé à Moscou au congrès mondial des partis communistes ont été arrêtés à leur retour et jugés. L'attitude du pouvoir envers les communistes marocains ne va changer qu'après les deux tentatives de coup d'état manqués contre la monarchie.

Afin d'expliquer l'évolution du parti et son positionnement, Ismail Alaoui convoque l'histoire et revient sur les origines du mouvement à partir de la création des premières cellules au début des années 40, qui comprenaient surtout des Français et des Espagnols fuyant le franquisme. Parmi les premiers Marocains qui ont rejoint les cellules communistes, en 1941, figure Ali Yata, alors membre du Parti National de Allal Al Fassi.

Le "Parti Communiste *au* Maroc" a été créé le 14 novembre 1943, soit moins de deux mois avant la remise du Manifeste de l'Indépendance au Sultan par les nationalistes. Les militants ont porté à sa tête Léon Sultan, un avocat juif franco-algérien établi à Casablanca. Selon Ismail Alaoui, malgré l'opposition officielle des communistes, qui avaient pour priorité de combattre le nazisme, au mouvement nationaliste marocain, nombre de militants communistes marocains ont signé la version populaire du manifeste de l'indépendance. Ainsi, à l'instar de Ali Yata, de Abdallah Ayachi et de Abdesslam Bourquia, la plupart des militants communistes marocains ne partageaient pas la ligne officielle du parti.

Les Marocains ont progressivement et rapidement remplacé les Européens dans les instances dirigeantes du parti. Ainsi, l'historien Germain Ayache s'est imposé comme l'un des intellectuels du parti, le futur écrivain Edmond Amran El Maleh a pris la tête des jeunesses communistes au Maroc et Ali Yata a récupéré le secrétariat général du parti en 1946, renommé pour l'occasion "Parti Communiste Marocain." En août 1946, une délégation du PCM est reçue par le Sultan, actant l'intégration du parti dans le paysage partisan nationaliste de l'époque. Cependant, le PCM n'a cessé de subir un véritable ostracisme de la part des dirigeants du PI, avant et après l'indépendance. Outre les faux procès en athéisme, la mise à l'écart dans les structures syndicales, l'accusation d'être "le parti des Juifs," le PCM a subi de plein fouet les purges après l'indépendance, en particulier l'exécution des

dirigeants du mouvement de résistance du *Croissant Noir* (dont seuls ont survécu Abdallah Ayachi, Abdesslam Bourquia et Mohamed Kokji), les campagnes menées à l'Indépendance par Cheikh el Islam Belarbi Alaoui pour lutter contre la "*pensée communiste*," la tentative avortée de Mehdi Ben Barka de faire absorber le PCM par l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP), l'interdiction de séjour de Ali Yata au Maroc jusqu'en 1958, la demande de dissolution judiciaire par le gouvernement de Abdallah Ibrahim, et tant d'autres actes hostiles.

La résilience du communisme marocain face aux difficultés a conduit à sa normalisation dans les années 70 qui a été facilitée par la nouvelle conjoncture nationale. Pour récupérer les provinces du sud, Hassan II entendait faire l'union nationale et va ainsi permettre aux deux principales forces de la gauche marocaine de reconstituer un parti, le Parti du Progrès et du Socialisme (PPS) pour les communistes et l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) pour la gauche nationaliste. Ces partis vont tous deux tenir leur congrès en 1975, année de la Marche Verte. Cette normalisation des deux partis a été facilitée par le départ de leurs ailes radicales qui ont respectivement constitué les groupes marxistes-léninistes "*Ilal Amam*" et "*23 Mars*."

Ismail Alaoui va intégrer le bureau politique du PPS dès sa création. Le parti, bien que normalisé, va connaître les difficultés inhérentes à un parti d'opposition pendant les années de plomb. Malgré la répression et les trucages électoraux, le PPS réussit néanmoins son entrée au Parlement dès 1977 avec l'élection de Ali Yata que rejoindra Ismail Alaoui en 1984 après son élection dans la circonscription rurale de Sidi Slimane.

Durant la législature qui a débuté en 1984 et qui a été prolongé jusqu'en 1992, le PPS a coordonné son action parlementaire avec l'Istiqlal, l'USFP et l'Organisation de l'Action Démocratique Populaire (OADP), issue du mouvement "*23 Mars*" et représentée au parlement par Mohamed Bensaid Ait Idder. Cette collaboration parlementaire a finalement débouché sur la création en 1992 de la *Koutla démocratique* regroupant ces quatre partis. Les négociations d'un gouvernement d'alternance de la Koutla avec Hassan II figurent parmi les épisodes passionnants de l'histoire récente du Maroc. Ismail Alaoui, négociateur du PPS avec Ali Yata, en livre son témoignage de premier plan, ayant fait partie de la demi-douzaine de dirigeants de l'opposition qui ont rencontré Hassan II à plusieurs reprises à ce sujet. Il explique les raisons de l'échec de l'alternance en 1993, qu'il déplore, et rapporte les coulisses de la formation du gouvernement de Abderrahmane Youssoufi en 1998.

Juste avant la formation du gouvernement d'alternance, le PPS est secoué par deux événements: la mort accidentelle de son leader historique,

Ali Yata, et la défection d'une partie de ses militants, conduits par Thami El Khyari, qui ont constitué le Front des Forces Socialistes (FFS). Ismail Alaoui va prendre la relève de Ali Yata à la tête du parti et entrer dans la foulée au gouvernement d'alternance en qualité de ministre de l'éducation nationale, puis de ministre de l'agriculture. Son expérience au gouvernement reste selon lui mitigée car il n'aurait eu ni le temps ni la latitude nécessaire pour mener à bien les réformes qu'il jugeait nécessaires.

Ismail Alaoui va quitter le gouvernement en 2002 malgré la participation de son parti à tous les gouvernements successifs jusqu'en 2021. Il quittera également la tête du parti en 2010 au profit de Nabil Benabdallah laissant ainsi émerger une nouvelle génération de dirigeants. Il prendra la tête du *Conseil de la Présidence* du parti, une nouvelle instance consultative chargée de veiller au respect des fondamentaux du parti, poste qu'il occupe encore à ce jour.

Les mémoires de Ismail Alaoui constituent un formidable matériau pour l'historien spécialisé dans l'histoire du Maroc du temps présent. Ils représentent un témoignage essentiel à travers les lunettes d'un dirigeant communiste, faisant également partie d'un réseau familial parmi les plus influents du pays. Les nombreuses photographies légendées qui parsèment l'ouvrage illustrent non seulement le parcours exceptionnel de Ismail Alaoui, témoin de son temps, mais également l'histoire récente du pays, comme autant de coups de projecteurs sur un passé qui ne cesse d'éclairer notre présent.

Ayoub Eddaira
Historien-Chercheur
Université Paris I Panthéon-Sorbonne